

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
27 mars 2007
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 20 mars 2007, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Ghana auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En ma qualité de représentant du Président en exercice de l'Union africaine, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un communiqué sur la situation en Côte d'Ivoire et une déclaration à la presse sur la situation en Somalie, adoptés par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine à sa 73^e réunion, tenue à Addis-Abeba le 19 mars 2007 (voir annexes).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent du Ghana
auprès de l'Organisation des Nations Unies,
Représentant du Président
en exercice de l'Union africaine
(*Signé*) Nana **Effah-Apenteng**



**Annexe I à la lettre datée du 20 mars 2007 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent du Ghana auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et français]

**Communiqué publié à l'issue de la 73^e réunion
du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine
sur la situation en Côte d'Ivoire**

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, à sa 73^e réunion tenue les 16 et 19 mars 2007, a adopté la décision qui suit sur la situation en Côte d'Ivoire :

Le Conseil

1. *Prend note* du rapport du Président de la Commission sur la situation en Côte d'Ivoire [PSC/PR/2(LXXIII)];

2. *Rappelle* la décision Assembly/AU/Dec.145(VII), adoptée par la Conférence de l'Union africaine à sa huitième session ordinaire, tenue à Addis-Abeba les 29 et 30 janvier 2007, appelant les parties ivoiriennes, avec le soutien de la CEDEAO, de l'Union africaine, de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté internationale, à redoubler d'efforts pour mener à bonne fin le processus de paix sur la base de la résolution 1721 (2006) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies au moyen du dialogue direct proposé par le Président Laurent Gbagbo et soutenu par la CEDEAO et l'Union africaine;

3. *Se félicite* de la signature, le 4 mars 2007, de l'Accord politique de Ouagadougou entre le Président Laurent Gbagbo et M. Guillaume Kigbafori Soro, Secrétaire général des Forces Nouvelles, sous les auspices du Président Blaise Compaoré du Burkina Faso, en sa qualité de Président en exercice de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO. À cet égard, le Conseil *rend hommage* au Président Compaoré pour les efforts inlassables qu'il a déployés en vue de l'aboutissement heureux du dialogue direct;

4. *Félicite* les parties ivoiriennes signataires de l'Accord politique de Ouagadougou pour l'esprit de compromis et le sens des responsabilités dont elles ont fait preuve. Le Conseil demande instamment aux forces politiques ivoiriennes d'appuyer l'Accord en vue de promouvoir la réconciliation et de favoriser le retour d'une paix durable en Côte d'Ivoire;

5. *Demande* aux parties signataires de mettre en œuvre, de bonne foi et conformément au calendrier annexé à l'Accord, les engagements qu'elles ont pris, afin d'accélérer, avec l'appui de la communauté internationale, notamment de l'Organisation des Nations Unies et de son Conseil de sécurité, le processus de réconciliation et de paix en Côte d'Ivoire, qui doit aboutir à l'organisation d'élections libres, ouvertes, transparentes et démocratiques;

6. *Prend note* des recommandations formulées par le Conseil de médiation et de sécurité de la CEDEAO à sa réunion tenue le 16 mars 2007 à Ouagadougou. À cet égard, le Conseil :

- *Décide* de faire sien l'Accord politique de Ouagadougou et *recommande* au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies de l'entériner;
- *Recommande* au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies le retrait graduel des forces impartiales déployées en Côte d'Ivoire conformément aux dispositions relatives à la mise en œuvre de l'Accord de Ouagadougou et au rétablissement de la paix et de la normalité dans le pays;
- *Encourage* le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies à se rendre en Afrique de l'Ouest, en particulier en Côte d'Ivoire, afin de donner une impulsion au processus de paix dans la région;

7. *Prie* le Président de la Commission de prendre toutes les mesures nécessaires pour apporter l'appui de l'Union africaine au Président en exercice de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO et aux parties ivoiriennes en vue d'une application scrupuleuse de l'Accord de Ouagadougou dans les délais impartis, notamment dans le cadre des mécanismes de suivi et de consultation prévus au chapitre VII de l'Accord, à savoir le Cadre permanent de consultation et le Comité d'évaluation et d'accompagnement;

8. *Invite* le Conseil de sécurité de l'Organisation Nations Unies à soutenir la présente décision et *prie* le Président de la Commission de prendre les mesures voulues à ce effet;

9. *Prend note* du communiqué adopté par le Groupe de travail international (GTI) à sa 13^e réunion tenue le 2 mars 2007;

10. *Décide* de rester saisi de la question.

**Annexe II à la lettre datée du 20 mars 2007 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent du Ghana auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et français]

Déclaration à la presse sur la situation en Somalie

Le Conseil de paix et de sécurité, à sa réunion tenue le 19 mars 2007, a entendu une communication sur la situation en Somalie et sur l'état du déploiement de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).

Le Conseil de paix et de sécurité s'est félicité du commencement du déploiement de l'AMISOM, avec la présence sur le terrain de deux bataillons ougandais. Il a félicité le Gouvernement ougandais pour ses efforts et son engagement en vue de la promotion d'une paix et d'une réconciliation durables en Somalie.

Le Conseil de paix et de sécurité a félicité le peuple somalien pour l'accueil réservé à l'AMISOM, qui n'a d'autre objectif que de soutenir la Somalie et son peuple dans leurs efforts visant à réaliser une paix et une réconciliation durables dans leur pays. Dans ce contexte, le Conseil de paix et de sécurité a lancé un appel à l'ensemble du peuple somalien pour qu'il apporte son soutien et sa coopération à l'AMISOM, et a condamné les éléments isolés qui ont lancé des attaques contre la Mission ainsi que leur tentative de saper le processus de paix et de réconciliation en cours en Somalie.

Le Conseil de paix et de sécurité a félicité le Gouvernement algérien ainsi que les partenaires qui ont apporté leur appui au déploiement de l'AMISOM. Il a réitéré son appel aux États membres et aux partenaires de l'Union africaine pour qu'ils soutiennent la Mission. Le Conseil de paix et de sécurité a lancé un appel pressant à la communauté internationale, y compris les États membres de l'Union africaine, pour qu'elle apporte d'urgence un appui logistique et financier à la Commission et aux États membres de l'Union africaine qui ont annoncé des contributions en troupes, afin de faciliter le parachèvement du déploiement de l'AMISOM et d'assurer son maintien.

Le Conseil de paix et de sécurité a appelé les États membres de l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies à apporter tout le soutien requis à la cellule de planification créée au niveau de la Commission de l'Union africaine pour superviser le déploiement de l'AMISOM et à contribuer aux efforts visant à mobiliser des ressources financières pour le maintien de la Mission.

Le Conseil de paix et de sécurité s'est félicité de l'adoption de la résolution 1744 (2007) du 20 février 2007, par laquelle le Conseil de sécurité a pris note de son communiqué du 19 janvier 2007 et décidé d'autoriser les États membres de l'Union africaine à établir, pour une période de six mois, une mission en Somalie. Le Conseil de paix et de sécurité s'est félicité en outre de l'envoi par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution 1744 (2007), d'une mission d'évaluation technique au siège de l'Union africaine et en Somalie, chargée de faire rapport sur la situation politique et en matière de sécurité et sur la possibilité d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies consécutive au déploiement de la Mission de l'Union africaine.

Le Conseil de paix et de sécurité a réaffirmé que l'objectif de l'AMISOM est de soutenir le Gouvernement fédéral de transition et les autres institutions fédérales et de contribuer à la création d'un environnement propice à un processus politique, qui est la voie la plus appropriée pour parvenir à une paix et à une réconciliation durables en Somalie. À cet égard, le Conseil a réitéré la nécessité pour les institutions fédérales de transition de s'engager dans un processus de dialogue et de réconciliation qui soit authentique et inclusif, et ce dans le cadre de la Charte fédérale de transition de la Somalie.
